

Contre les politiques guerrières et antisociales de la bourgeoisie, vive la riposte ouvrière et internationaliste du 1^{er} mai !

Le muguet et le pain frais seraient-ils devenus absolument indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste ? Lecornu, main dans la main avec le patronat, la droite et le Rassemblement national, cherche à remettre en cause le caractère férié et chômé du 1^{er} mai. Le gouvernement n'a pas légiféré à temps, mais a demandé aux salariés de l'État chargés de contrôler le respect du Code du travail de ne pas verbaliser les boulangeries et les fleuristes qui feront travailler leurs salariés vendredi... « L'État opprime et la loi triche », ces paroles de l'Internationale auraient-elles besoin d'être complétées par : « L'État opprime et triche avec les rares lois protégeant le monde du travail » ?

Leur 1^{er} mai et le nôtre

C'est Pétain qui a transformé cette journée internationale de lutte et de grève en un pâle jour férié nommé « fête du Travail », célébration de l'unité impossible entre ouvriers et patrons. Mais les attaques contre le 1^{er} mai n'ont pas pour objectif de liquider l'héritage du régime de Vichy. Au contraire, elles cherchent à supprimer le seul jour qui permet aux travailleurs et travailleuses d'échapper encore à l'exploitation capitaliste, mis à part certains secteurs comme la santé ou les transports où le travail ne peut s'arrêter. Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte pour nos droits, a pour origine le combat pour la réduction du temps de travail, avec les vies perdues pour cela à Chicago en 1886 et à Fourmies en 1891. Aujourd'hui encore, dans la plupart des pays, c'est une journée où celles et ceux qui veulent manifester doivent faire grève, en perpétuant le combat de générations entières d'ouvrières et d'ouvriers du monde entier, de leurs conquêtes arrachées malgré la répression violente. Car les droits ne tombent jamais du ciel, ils se gagnent dans la rue.

Face à la flambée des prix, notamment ceux du carburant, contre les licenciements en rafales, comme l'a encore illustré dernièrement l'annonce de l'arrêt de la production de voitures à Stellantis Poissy, le 1^{er} mai doit être un point d'appui pour une riposte d'ensemble, une lutte massive et résolue pour exiger des mesures d'urgence : l'augmentation immédiate des salaires de 400 euros et leur indexation, ainsi que celle des pensions et des prestations sociales, sur le niveau des prix, et l'interdiction des licenciements. Il

faudra prendre l'argent où il est : dans les portefeuilles des actionnaires des grands groupes capitalistes, dont l'enrichissement insolent dépasse l'entendement. Au mois de mars, la seule entreprise TotalEnergies a gagné un milliard en spéculant sur les stocks de pétrole !

Leurs guerres et notre solidarité internationaliste

Des dizaines de milliers de morts s'accumulent parmi les peuples du Moyen-Orient et la guerre en Ukraine en a causé plus de 500 000 depuis 2022, sans oublier les guerres atroces et sanglantes dont les médias ne parlent pas, comme au Soudan ou au Congo. Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international, « près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles ». Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde a augmenté son budget militaire, avec pour conséquences des profits record pour les marchands de canons et leur pendant de coupes dans les budgets sociaux et d'attaques contre les classes populaires.

Le 1^{er} mai sera l'occasion de réaffirmer que pour nous, travailleurs et travailleuses, les seuls ennemis sont les patrons, les bourgeois, et en premier lieu ceux qui se trouvent dans notre propre pays. À l'inverse, nos alliés, partout dans le monde, sont nombreux et forment l'immense majorité de la population, sans qui rien ne peut tourner dans la société : oui, plus que jamais, prolétaires de tous les pays, unissons-nous pour en finir avec le capitalisme, ses guerres et ses oppressions !

Non c'est vraiment non !

Ces derniers jours, la direction fait coller un peu partout des affiches de sensibilisation sur le harcèlement et les propos sexistes. Son slogan : ça c'est non ! Mais sortir un « guide élégance » tout droit sorti des années 50, ça c'est oui ? Conseiller de « miser sur les décolletés en V » ou, pour celles qui ont des formes, de dissimuler leurs hanches, ça c'est oui ? Et les dizaines de cas de harcèlement ou même d'agressions sexuelles couverts par la boîte, c'est toujours oui ? Le machisme est un poison au boulot comme ailleurs. Mais sur ce sujet ils auraient mieux fait de commencer l'affichage dans leurs propres bureaux.

L'erreur n'est pas qu'humaine

Au dépôt, dans les formations «mécanisme de l'erreur», on nous explique quels sont les facteurs qui peuvent mener un conducteur à se tromper. Les horaires crevants, la fatigue qui fait baisser la vigilance ? Les roulements pourris, la monotonie des trains du REME ? Ou les JS à rallonge avec 70 arrêts ? Pas du tout. La seule cause des erreurs, c'est le conducteur et les biais de son cerveau. On apprend plein de choses dans ces formations, notamment le fait qu'en cas de pépin la boîte nous mettra tout sur le dos.

SNCF Réseau : la direction contrainte de reculer

De septembre à février, les collègues du service électrique étaient en grève pour des revendications salariales et de conditions de travail. Ils avaient choisi de cesser le travail 1 heure par jour en fin de service, ce qui les dégagait de l'astreinte. La direction a alors opté pour une punition collective. Les équipes qui refusaient d'arrêter la grève ont été basculées d'un horaire de jour à un horaire posté en 2x8, presque du jour au lendemain.

Une mesure discriminatoire contre les grévistes, dont l'unique objectif était d'entraver la grève, que les agents ont décidé de contester en justice avec la CGT. En première instance, le tribunal a toutefois donné raison à la direction, estimant que l'entreprise pouvait prendre des mesures face à la grève pour assurer le « bon fonctionnement du service ». La CGT a fait appel de cette décision et SNCF Réseau a finalement été condamnée. La cour d'appel de Colmar a donné raison aux grévistes. Cette victoire n'est que juridique, mais elle aura son importance pour les grèves de demain.

ASCT : des travailleurs indispensables

Après l'accident mortel du 7 avril dernier, à Bully-les-Mines, l'entreprise a rapidement mis en avant le nom de ses hauts dirigeants dépêchés sur place. Mais ce sont bien les deux collègues ASCT à bord qui ont appliqué les procédures empêchant un suraccident ferroviaire et qui ont porté secours aux 243 passagers dont plusieurs dizaines étaient blessés ou en état de choc. Preuve s'il en est de l'importance d'avoir des ASCT à bord.

Trains sans ASCT : danger

La direction n'a aucun scrupule à faire circuler des TER sur cette ligne avec plusieurs centaines de passagers à bord en EAS. Refuser de partir sans ASCT pour des raisons de sécurité est bien légitime, malgré les pressions de la hiérarchie.

La série noire continue

Lundi matin, un collègue s'est jeté sous un train près de Montpellier. Il avait 30 ans et travaillait à l'équipement. C'est le douzième cheminot qui met fin à ses jours depuis le début de l'année. Comme à chaque fois, la boîte nierait tout lien entre son geste et le travail. Mais comment ne pas voir sa responsabilité quand l'augmentation des suicides est si vertigineuse (+21,7% déjà en 2025). Essorer les cheminots pour la rentabilité, ça détruit des vies. On le voit à l'augmentation des accidents du travail et de l'absentéisme. Mais aussi, hélas, à celle des collègues qui ne se sentent plus la force de continuer et qui commettent l'irréparable. S'organiser collectivement pour résister à la politique de la direction, c'est protéger nos vies dans tous les sens du terme.

Pas de concurrence entre nous

Au TI de Quatre Mares, la charge des essieux est en chute libre car récupérée par le TI de Tergnier. C'est un bon prétexte pour la direction de QM qui invoque une situation financière difficile pour réduire les embauches et essayer de faire trimer les collègues. Aux ateliers de Bischheim, la production d'essieux reste stable mais pourrait aussi être menacée. Soyons vigilants et ne laissons pas la direction nous diviser entre collègues des différents technicentres.

Castextraordinaire

Jean Castex a participé à la distribution des plateaux repas dans un TGV. La nouvelle est apparue en titre de tous les médias le lendemain. Un patron a travaillé, quelle nouvelle extraordinaire !

Soyez pauvres et restez chez vous !

BlablaCar annonce la fin de son service BlablaBus pour manque de rentabilité. En plus des 40 emplois supprimés, c'est surtout un moyen abordable de voyager qui disparaît. Au vu du prix du plein d'essence et des billets de TGV, partir en vacances à travers la France est un luxe que beaucoup de personnes ne pourront plus se permettre. BlablaCar et la SNCF ont pourtant des chiffres d'affaires en hausse et sont largement bénéficiaires. Pour que l'accessibilité des transports passe avant la rentabilité, nous devons l'imposer par nos luttes collectives !

Ça se bute à la halle

La journaliste du Figaro Anne de Guigné pense que "la fréquentation des salles de sport démontre une nostalgie de l'usine chez les Français. Ils y vont tôt le matin, pour y fournir de gros efforts physiques sur des machines." On l'invite au Technicentre de Bischheim quand elle veut pour voir la réalité d'une usine. Elle verra des travailleurs fournir des efforts physiques mais pas sur les agrès de muscu qui sont à l'abandon depuis bien longtemps. Le sport extrême, dans la vraie vie, c'est sous les halles tous les jours. Et à la fin de la semaine, vraiment personne n'est nostalgique de cette saine activité sportive.

MANIFESTATION DU 1^{er} MAI
DÉPART 10H PLACE KLÉBER